

LUNDI 2
JANVIER 1995

150 F CFA - 25^e ANNÉE - N°7378

FRANCE 6 FF - CÔTE D'IVOIRE 250 F CFA

GABON 350 F CFA - CAMEROUN 300 F

CFA - GUINÉE / TOGO / BURKINA FASO -

MALI 250 F CFA - ISSN 0850/0703

le soleil

ABDOU DIOUF A LA NATION

La flamme de l'espérance

REACTIONS
des
partis,
syndicats,
chefs
religieux
PAGE 3



Parlant aux Sénégalais droit dans les yeux grâce à la magie du téléprompteur - une innovation qui modernise la communication présidentielle - le chef de l'Etat a évoqué «l'une des années les plus difficiles que le pays ait connues». Rassembleur et confiant, il s'est employé à maintenir allumée la flamme de l'espérance au seuil d'une nouvelle année qui devrait être celle de la relance.

L'adresse du Chef de l'Etat

Sénégalaises,
Sénégalais,
Hôtes étrangers qui vivez parmi nous,

Bonsoir !

L'année qui s'achève apparaît comme l'une des plus difficiles que le Sénégal ait connues depuis longtemps. C'est qu'elle a été l'année d'épreuves qui auraient pu, ailleurs, ébranler les fondements de la nation.

Nous nous souvenons tous, de la violence sanglante du 16 février 1994. Elle a traumatisé tout le pays et, comme l'assassinat de Maître Babacar Seye, le 15 mai 1993, a choqué et indigné tous les patriotes et tous les démocrates. Je m'incline à nouveau devant la mémoire des victimes de ces actes barbares.

Comme promis, l'Etat a fait ce qu'il devait : ceux que la nation a chargés de dire le droit se sont acquittés de leur mission avec une compétence et une sérénité que tous reconnaissent. La justice des hommes a ainsi été rendue avec sans doute des limites inhérentes à sa nature. Dieu rendra la sienne qui sera comme toujours parfaite et imparable.

(SUITE PAGES 2-3)

Editorial! C'est jouable

Le président de la République est apparu aux Sénégalais là où il était attendu. De fait, son message à la nation était doublement attendu. D'abord parce qu'au sortir d'une «année horrible» marquée par des épreuves terribles, chacun souhaitait l'entendre. Ensuite parce que valorise la parole cet art qu'il cultive, nous dit

a pris la bonne direction que le prouvent les indicateurs économiques qui sont bons, qu'il convient de garder le cap et de ne pas baisser les bras.

En somme le président nous dit que, même si d'évidence elle ne peut qu'être rude et longue, la partie est absolument jouable. A condition, cependant, que nous soyons rassemblés et concentrés sur l'essentiel que nous y croyions. Serein et confiant, tel qu'il s'est révélé sur le petit écran, le chef de l'Etat a donné à voir que lui-même y croit. Il s'est gardé des artifices du lyrisme d'exhortation, mais au contraire a justifié l'espérance par les prévisions qu'auparavant la tenue actuelle de l'économie.

PAR IBRAHIMA GAYE

son plus proche collaborateur, d'une certaine qualité de silence et de distance par rapport aux événements quels qu'ils soient.

S'il a su trouver les mots justes pour évoquer ce qui est déjà le passé, il a délibérément choisi de ne point s'attarder là-dessus, mais plutôt de diriger le regard droit devant. Pour montrer qu'il n'y a guère de raison de laisser nos angoisses légitimes nous innover. Pour montrer que le pays ne s'est pas effondré et que cela seul constitue une manière de performance. Pour montrer que le plus dur est derrière nous, qu'il fallait tenir et que nous l'avons fait, que le pays

Ce langage de réajustement moral n'est pas seulement tonique et responsable. Il correspond au sentiment profond d'un peuple croyant, travailleur et soucieux, qui aime débattre mais pas outre mesure, qui par-dessus tout prise la paix et la liberté, qui abhorre les mauvais augures, toujours garde la foi et vit sa vie.

PLANÈTE jeunes le journal des jeunes du monde

En
janvier
95

- 1 poster de ROMARIO
- Reportage : Les jeunes de Dakar
- et toutes les autres rubriques habituelles

PLANÈTE JEUNE - BP 3000 - DAKAR

En vente
dans tous
les kiosques
du Sénégal



(• Suite de la page 1)

Sans oublier les leçons de ces épreuves, regardons maintenant vers l'avenir. Aujourd'hui, plus qu'hier, tout nous y invite à la suite de l'événement sans précédent qu'a été la dévaluation de notre monnaie.

En effet, dès l'entame de 1994, les pays de la zone Franc ont pris la décision de dévaluer de 50% la valeur de leur monnaie commune, le franc CFA. Par cette mesure, nous avons clairement opté pour un ajustement global combinant à l'effort interne la manipulation du taux de change.

Ainsi, aux défis familiaux à nos yeux, de maîtrise du déficit budgétaire par l'Etat, de maîtrise de leurs coûts de production par les entreprises s'est ajouté un nouveau défi : la maîtrise de l'évolution des prix et des salaires.

Redoutable défi, puisque de lui dépend l'échec ou le succès de la gestion de l'après dévaluation !

Notre pays s'y est attaqué avec volonté, avec cohésion et avec efficacité : et il me plaît, à cet égard, de magnifier l'esprit de responsabilité et de solidarité qui a animé toutes les composantes de la nation.

Je décernerai une mention spéciale aux syndicats de travailleurs et au patronat, sans oublier les élus de la Nation sans qui nous n'aurions pas pu prendre et mettre en œuvre, à temps, les mesures idoines.

Grâce à l'attitude exemplaire de tous, nous avons pu éviter la course-poursuite entre les salaires et les prix. Ainsi, à la fin de cette année 1994, la hausse des revenus salariaux et l'inflation ont été maîtrisées dans les limites des niveaux fixés : c'était notre défi majeur.

En 1995, l'inflation ne devrait pas, non plus, dépasser 8% tandis que le déficit budgétaire est appelé à être réduit d'un tiers.

Notre balance des paiements devrait aussi enregistrer une amélioration notable du taux de couverture des importations par les exportations, passé de deux tiers à trois quarts.

• 1995 devra être l'année de la relance

D'AUTRES succès sont attendus, le gouvernement ayant réaménagé le cadre de fonctionnement de l'économie dans le sens d'une promotion de la concurrence, des investissements et des exportations, d'une élimination des monopoles, d'une libéralisation des importations ainsi que d'une plus grande flexibilité de l'emploi.

Sous ces auspices, l'année 1995 devra être celle de la relance de notre économie.

Déjà, on prévoit que le taux de croissance de celle-ci pourrait

dépasser de moitié le croît démographique ; consolidée, la croissance nette positive ainsi dégagée nous placera, durablement, autour de notre objectif de 6% avec la création de 20.000 emplois en moyenne par an.

A cet effet, nous devons, dans les secteurs réels de l'économie, mettre l'accent sur l'optimisation des filières agricoles, industrielles et commerciales en termes d'élimination des surcoûts, d'amélioration de productivité ainsi que d'accroissement de valeur ajoutée et d'avoies extérieures.

Je n'oublie pas la nécessité de développer la formation et le perfectionnement des travailleurs, un système d'informations économiques performant à l'usage des opérateurs économiques et une recherche - développement productive.

Ce cap sera maintenu pour que ceux qui veulent venir investir chez nous puissent le faire en toute sécurité et pour que nos entrepreneurs locaux, tout en confortant leur position sur le marché national, soient en mesure de conquérir de nouveaux débouchés en Afrique et ailleurs dans le monde.

Nous poursuivrons donc, aux mêmes fins, nos efforts pour simplifier les procédures et rendre l'administration plus transparente. En vérité, il nous faut passer d'un Etat interventionniste à un Etat stratège. Un tel Etat, qui se consacrera à

l'essentiel, sera mieux à même de respecter ses engagements et de réussir tout ce qu'il entreprend ; il n'en inspirera que davantage confiance.

Cette voie du travail dans la rigueur et la transparence me semble être celle du succès de notre politique économique ; en nous y engageant nous rendrons également plus facile la mobilisation de la Nation autour de l'essentiel.

• Mobilisation de la Nation autour de l'essentiel

POUR ma part, je n'ai jamais cessé, depuis 1981, d'inviter à cette mobilisation et vous savez que je ne me suis pas contenté d'en parler. Comme hier, ma volonté de rassemblement est restée la même : irréversible et inaltérable.

Certes, j'ai été démocratiquement élu président de la République et le Parti socialiste qui avait présenté ma candidature dispose d'une majorité suffisante pour me permettre d'appliquer mon programme.

Mais, comme je l'ai déjà dit, ce n'est pas une raison pour gouverner seul. Et puis, je le répète, mon programme n'est pas figé ; les idées qui y sont exposées doivent même être enrichies au contact des réalités et des idées nouvelles.

Soyons cependant clairs : investi de la légitimité populaire de la responsabilité qui s'y attache, j'entends rester maître du jeu. C'est à moi qu'il revient de définir comment servir au mieux les intérêts du peuple et de choisir les hommes et les femmes chargés d'accomplir cette mission, à mes côtés. Les initiatives que je prends dans ce sens, sont naturellement sous-tendues autant par mon souci de tenir compte de nos différences que par ma volonté de mobiliser le plus grand nombre et de consacrer l'essentiel de nos énergies à la construction du pays.

C'est dans le même esprit que je consulterai désormais, de manière plus régulière, les principaux dirigeants des partis politiques, des organisations syndicales et de la société civile ainsi que les chefs des confréries et de l'Eglise, sur certaines questions stratégiques.

Je souhaiterais également voir la presse nationale jouer un rôle encore plus important, à la fois comme aiguillon et garde-fou, dans l'approfondissement de notre démocratie. Elle en a la capacité : diverse, créative et dynamique, elle nous a déjà

valu de réels motifs de satisfaction. Cet acquis doit être sauvegardé car il n'y a pas de démocratie viable, sans une presse crédible et à même d'assumer pleinement ses responsabilités.

J'invite donc le Comité de pilotage à parachever sa réflexion sur les mesures appropriées pour éviter à notre presse des difficultés comme celles qu'elle rencontre actuellement. D'autres voies devront être explorées, associant les efforts de l'Etat aux opportunités qu'offre la coopération internationale ; pour aboutir à des solutions durables.

Mes chers compatriotes, En ces moments propices aux bilans et aux constats lucides où la Nation doit puiser un nouvel élan en s'engageant fermement à redresser ce qui doit l'être, il est naturel que je revienne aussi sur la crise de notre système éducatif.

L'invalidation de l'année académique 1993-1994 à laquelle les autorités universitaires ont dû se résoudre indique assez l'ampleur d'une dérive qui, d'année réaménagée en année rattrapée en extrême, semblait tenir captifs les efforts les plus méritoires, pour mener inexorablement sur la voie d'un déclin devenu alors inévitable.

Une crise de l'espérance, cela est inacceptable

QUELLES autorités, quel gouvernement vraiment responsables, c'est-à-dire soucieux de l'avenir, auraient pu accepter de s'accommoder de la fatalité du déclin ?

Je ne l'ai pas accepté : une crise de l'espérance, cela est inacceptable.

La tradition de l'Ecole sénégalaise d'une part, de l'autre, ma conviction inaltérable, que les ressources de notre pays sont d'abord humaines et qu'elles tiennent avant tout à la qualité de nos formations, m'interdisent d'avoir, en matière d'enseignement supérieur, une attitude autre que celle d'une université performante.

Voilà pourquoi j'avais invité l'ensemble de l'université, avec des représentants de secteurs importants de la nation, à proposer au gouvernement les mesures qu'appelaient la nécessité de redresser la situation et de revitaliser notre

• Suite page 3

Les règles du jeu

L'éventualité d'un élargissement du gouvernement à d'autres forces politiques a été l'un des thèmes centraux du débat national durant les derniers mois. Et il en sera certainement de même pour le début de l'année qui vient de commencer. Il fallait donc s'attendre à ce que le président Abdou Diouf profite de son adresse traditionnelle à la nation pour préciser un certain nombre de règles dont le non respect risque de fausser le jeu.

Il rompt en quelque sorte ce qui pouvait apparaître comme un long silence depuis le mois d'octobre. De retour d'un voyage à Ouagadougou, le président Abdou Diouf avait réaffirmé sa volonté d'être un rassembleur et un démocrate partisan d'un pouvoir fort et respecté, tout en précisant qu'il ne pouvait être question de partage du pouvoir ou de conditions d'entrée au gouvernement fixées par des partis de l'opposition.

A l'époque, les conditions avancées notamment par le leader de la coalition Bokk Sopi Senegaal, Me Abdoulaye Wade, concernaient une demande formulée par le président Abdou Diouf, l'organisation d'une concertation nationale, un gouvernement composé avec 50 % de membres non issus du Parti socialiste.

Malgré ces déclarations du président Abdou Diouf visant à clarifier le débat, les conjectures sont allées de plus belle. Et ces dernières semaines, c'est l'organisation d'une concertation nationale à l'initiative de Me Abdoulaye Wade qui a divisé la classe politique.

Une controverse et

même rejetée sans concession par ceux qui pensent - les socialistes - qu'elle ne pourrait avoir de signification en marge des institutions. Face aux supputations de l'heure qui ne vont pas du tout disparaître avec le nouvel an, le président Abdou Diouf reprend donc l'initiative dans ce débat. Surtout pour rappeler qu'il restait fidèle à une ligne de conduite adoptée depuis 1981 avec son accession à

• Par Cheikh Tidiane FALL

la magistrature suprême : une volonté de rassemblement irréversible et inaltérable.

Malgré une majorité confortable, il affirme avec force son option pour l'ouverture, source d'enrichissement. Mais pas à n'importe quel prix ! La lecture des développements futurs sur la scène politique sénégalaise devra se faire à la lumière de ce passage-clé du message à la nation : « Soyons cependant clairs : investi de la légitimité populaire et de la responsabilité qui s'y attache, j'entends rester maître du jeu. C'est à moi qu'il revient de définir comment servir au mieux les intérêts du peuple et de choisir les hommes et les femmes chargés d'accomplir cette mission, à mes côtés. Les initiatives que je prends dans ce sens, sont naturellement sous-tendues autant par mon souci de tenir compte de nos différences que par ma volonté de mobiliser le plus grand nombre et de consacrer l'essentiel de nos énergies à la construction du pays ».

Après le gouvernement du 8

avril 1991 qualifié de majorité présidentielle élargie (26 membres dont 4 responsables du PDS et un du PIT) et celui dit du changement du 2 juin 1993 (29 membres dont 2 responsables de la LDMPT, 2 du PIT et un du PDS/R), la porte demeure donc ouverte pour une troisième expérience sur des bases que le président Abdou Diouf a pris soin de bien définir. Quel écho aura cette proposition solennellement faite lors du message à la nation ? La balle est dans le camp surtout du PDS, locomotive de Bokk Sopi Senegaal et composante la plus significative de l'opposition sénégalaise. Il est d'ores et déjà évident que la dynamique de concertation nationale dans laquelle se sont engagés Me Wade et ses compagnons risque de tout hypothéquer.

Cependant quel que soit le cas de figure qui finira par s'imposer, le président Abdou Diouf révèle dès à présent une nouvelle démarche consistant à consulter de manière plus régulière les différents acteurs de la vie nationale sur des questions stratégiques. Le champ de concertation sera ainsi élargi, dépassant les limites des éventuels partenaires dans le gouvernement.

La préoccupation d'avoir le maximum de mobilisation sur les questions essentielles revient ainsi au premier plan. Avec un relief particulier pour un homme qui évite le piège de s'appuyer uniquement sur ses certitudes en répétant que son programme est loin d'être figé, les idées qui y sont exposées devant être enrichies au contact des réalités et des idées nouvelles. Le débat sur l'entrisme peut continuer mais avec des contours moins flous.



AVIS A LA CLIENTELE EN TELECOMMUNICATIONS

Pour mieux vous servir

LA COMPAGNIE GENERALE D'ENERGIE (CGE)
DISTRIBUTEUR EXCLUSIF D'ALCATEL : A B S



informe sa clientèle de Télécom qu'un numéro 23.21.21 de dispatching direct est mis à sa disposition

Pour tous problèmes de dépannage

Economie

Stratégies durables

LA gestion de la dévaluation sera rigoureuse tant que l'inflation ne sera pas durablement ramenée à des limites acceptables. Autour de 40 %, l'économie sénégalaise est tout juste à l'orée de la ligne rouge, de celle dont le franchissement mènerait, par une spirale inflationniste sans fond, au syndrome zairois.

Le niveau auquel les prix et les salaires ont été stabilisés, est tout de même convenable, surtout pour une économie dont le devise a été dévaluée de moitié, et de qui surcroît est tributaire de la production extérieure pour ses besoins essentiels, et secondaires. Elle importe conséquemment l'inflation des autres, en la doublant et ajoutant à la tension interne sur les prix.

Si au total ils n'ont pas flambé outre mesure, hormis les éruptions hivernales, et les hausses considérées sur des denrées particulières, c'est sans doute parce qu'il y a eu l'effet atténuant des mesures d'accompagnement financières à la dévaluation. Mais c'est surtout parce que les salaires ont pu être maîtrisés sans pratiquement pas de crise sociale, et que les ménages ont, dans une mesure appréciable, réajusté en l'intervenant le plus positivement possible, leur mode de consommation. Et c'est cela qui compte le plus, sur la durée.

En effet, la gestion de la dévaluation restera une exigence de tous les jours. Elle sollicitera davantage les acteurs du développement national, pas seulement les ménages qui ont plus donné qu'ils n'ont encore été retournés, mais surtout la puissance publique et les entreprises. La première pour une stratégie de développement plus efficiente, et les autres pour la rupture avec un certain attentisme et une participation plus active et rationnelle à l'œuvre de relance économique qui doit nécessairement être réalisée durant l'année qui s'ouvre.

Il ne s'agit donc plus seulement de gérer la dévaluation, mais de renouer en priorité avec la croissance. Les questions essentielles auxquelles il faudra, dans cette perspective,

répondre par l'imaginaire et l'action créatrice et développante sont celles-là : Que faut-il faire et comment pour améliorer la productivité et la compétitivité nationale, augmenter le taux de couverture de nos importations incompressibles par des exportations plus soutenues, réduire le déficit budgétaire de l'Etat, atteindre dans ces conditions un taux de croissance que n'étouffera pas celui démographique,

• Par
Amadou FALL

et ramener au passage l'inflation de deux à un seul chiffre, autour de 8 %.

Les réponses stratégiques à ces interrogations sont du ressort souverain de l'Etat. N'ayant pas tous les moyens financiers de sa politique, il doit nécessairement prendre en considération les indications de partenaires extérieurs qui n'oublient pas leurs intérêts. C'est normal, mais...

Dans tous les cas si se sont accordés, ou plutôt sont en train de s'accorder sur des orientations qui s'articulent pour l'essentiel autour de la libéralisation plus accentuée de l'économie nationale. Dans une logique d'économie de marché, le bris des monopoles, l'intensification de la concurrence sur un marché plus ouvert et l'assouplissement de la législation sociale sont censés instaurer une situation favorable à la reprise et au développement des activités.

Elle attirerait les investisseurs internationaux comme extérieurs vers les secteurs productifs et rentables, et donc stimulerait la croissance. Elle pousserait les entreprises locales à rationaliser leurs charges de production, frais généraux et marges, pour offrir, sur le marché intérieur, des prix qui soutiendraient la concurrence, et activer ainsi la résorption de l'inflation.

Un autre effet serait de rendre la production locale plus compétitive et concourante de débouchés extérieurs, de la sorte elle participerait

au rééquilibrage de la balance nationale des paiements. Tandis que les importations libérées dans la mesure idoine induiraient, avec l'élargissement de l'assiette à l'import, un surcroît de recettes notamment douanières qui réduirait le déficit budgétaire de l'Etat, et le ferait beaucoup mieux assumer ses missions de service public.

Mais il y a hélas énormément d'impondérables qui s'opposent à la réalisation de ces projections. La concurrence que se mènent les pays pour attirer les investisseurs est des plus âpres. Et les dispositions du Sénégal ne sont pas immédiatement des meilleures.

Les entreprises locales ont certes besoin de la concurrence pour se rendre performantes et compétitives. Mais il y a à craindre que, dans un mouvement gégénaire, les opérateurs se bousculent dans les filières classiques qui seront libérées au risque de créer un effet de saturation d'autant plus étouffant que les activités ciblées graviteront autour des importations.

Alors qu'il y a beaucoup d'autres créneaux plus productifs à investir profitablement.

La concurrence extérieure, si elle est inégale ou déloyale, peut noyer l'entreprise locale, surtout si la lourdeur des coûts de facteurs de production qu'elle supporte continue de la désavantager. Dans de telles conditions, elle se positionnera encore plus difficilement sur les marchés extérieurs.

Les écarts sont donc réels. Il s'agit, malgré tout de maintenir le cap, sans jamais les perdre de vue, dans ce nécessaire passage d'un Etat interventionniste vers un Etat stratège, vers une économie véritablement de marché dont l'optimisation des opportunités ne se fera pas sans l'intensification et l'exploitation de tous ses avantages comparatifs, existants ou à acquies, et sans la participation active, créatrice, réaliste, efficiente et rigoureuse de tous, sur la trame d'une politique économique fondée sur l'articulation de stratégies durables.

système d'enseignement. Les mesures sont en cours d'application et la nation a, aujourd'hui, des raisons d'espérer que nos universités sont en train de surmonter bien des obstacles pour renouer avec l'excellence. Je voudrais en féliciter - et le Sénégal avec moi - toute la communauté universitaire.

Pour ce qui le concerne, le gouvernement restera attaché à la mission de mener, dans la concertation et le dialogue, l'œuvre de réforme véritable de nos enseignements et formations supérieures.

C'est ainsi que j'ai demandé que soit initiée une réflexion sur une configuration renouvelée, à terme, de notre système d'enseignement supérieur. Celui-ci devrait reposer sur un trépied constitué des universités actuelles, assainies et confortées dans leur vocation, de formations privées ainsi que de centres universitaires alliant à des contenus académiques des filières professionnelles en prise sur les réalités régionales et en mesure de s'adapter rapidement aux demandes de l'économie. Avec ces orientations qu'accompagnera une politique vigoureuse de renforcement de l'enseignement technique et professionnel à tous les niveaux, c'est un chantier important dans l'œuvre où nous sommes engagés pour l'emploi, qui se trouve ouvert.

Mais l'enseignement supérieur n'est pas le tout de notre système de formation ; et la valorisation des ressources humaines dans notre pays, passe principalement par la diffusion la plus large, au sein des populations, d'une solide éducation de base.

• La jeunesse de notre pays, si ardente et si enthousiaste

JE voudrais alors réaffirmer la priorité que nous accordons à celle-ci ainsi qu'à l'enseignement élémentaire. Les difficultés rencontrées dans ce domaine doivent nous pousser à continuer de consacrer le meilleur de notre imagination à l'éradication de l'analphabétisme, aussi bien par la promotion vigoureuse de nos langues nationales que par l'augmentation de la scolarisation, en particulier, celle des filles, dont dépendent tant de progrès sur tous les plans.

Parler de l'éducation des filles m'offre l'occasion de m'adresser à la jeunesse de notre pays, si ardente et si enthousiaste, pour lui redire que toute mon action porte la marque de l'ambition que j'ai pour son avenir.

C'est aussi pour moi l'occasion de rendre hommage, à nouveau, à la femme sénégalaise : épouse ou mère, elle prend une part de plus en plus importante dans l'édification d'une nation moderne et le fait dans la fidélité aux vertus de notre peuple. Je l'assure de ma ferme volonté de veiller à ce qu'elle puisse aller toujours plus loin dans cette direction. Je pense autant à l'amélioration de ses conditions matérielles de vie qu'à la reconnaissance et au respect de ses droits.

C'est là un engagement que dicte la raison tout comme le cœur. En le prenant, je n'oublie pas l'aspect et l'écoute attentive de per-

sonnages âgés qui ont tant donné à ce pays. Car, à mes yeux, responsabiliser la femme et s'éclairer à la sagesse du 3ème âge, c'est apporter plus de générosité dans nos actions, c'est mettre l'homme, véritablement, au début et à la fin du développement.

Vous le savez, du reste : ce credo qui est nôtre et que je viens de rappeler est l'expression même de la vocation de notre pays à toujours construire son avenir dans la fidélité à ses principes et à sa destination culturels. Et, dans ce domaine de la culture précisément, l'année qui s'achève aura connu une convergence heureuse de faits et d'événements qui ont distingué notre pays. Cela vient conforter l'action déjà engagée en faveur de la promotion, dans notre pays, de véritables industries culturelles. Nul doute alors qu'en trouvant à se traduire sur le plan de l'économie aussi, la remarquable créativité qui caractérise le monde des arts sénégalais enclenchera une dynamique de progrès, de développement au profit de larges secteurs d'activités.

• Encourager l'initiative créatrice

BIEN entendu, s'il est normal que notre politique vise à encourager l'initiative créatrice de richesses et d'emplois dans ce domaine aussi, il reste que la culture est avant tout exaltation de l'homme dans ce qu'il a de plus élevé, visée d'un monde de beauté et de paix ; cette paix que notre pays souhaite si ardemment et qui fait si cruellement défaut à tant de populations martyres de par le monde. Qui ne voit, en effet, les dommages que, de la Bosnie-Herzégovine à la Somalie en passant par le Rwanda et le Libéria, les affrontements sont en train de causer bien au-delà de leurs foyers ?

En paix avec tous ses voisins, le Sénégal s'est employé, comme à son habitude, à aider à la recherche de solutions à ces conflits. Ici, comme au Moyen-Orient où il s'agit d'amplifier les résultats obtenus, nous poursuivons nos efforts. En particulier, nos soldats à qui je renouvelle ma confiance, seront présents, avec le même dévouement et la même efficacité, partout où le devoir de solidarité les appellera. C'est le lieu de rendre grâce à Dieu qui nous a permis, au cours de l'année écoulée, de manifester notre solidarité à des frères et à des amis.

Je le fais avec d'autant plus de ferveur qu'il nous a aussi, dans son infinie bonté, gratifiés d'un bon hivernage.

Le reste sera affaire de volonté et de constance dans l'effort. Nous sommes pourvus de ces ressources. Je forme alors le vœu ardent que nous sachions les optimiser et que Dieu bénisse tout ce que nous entreprendrons pour le bien de notre peuple.

Qu'il nous inspire et nous éclaire aussi dans notre recherche de l'unité, de la paix et de la concorde nationales !

Sénégalaises Sénégalais, Hôtes étrangers qui vivez parmi nous

DEWENATI !

Education

Un défi majeur

Une des images fortes de l'année écoulée est celle de ces étudiants, qui un matelas sous le bras, qui une caisse de livres sur la tête quittent, l'air résigné, les cités universitaires. Sous les yeux des Sénégalais, un monde s'effondre. Celui d'une université, d'un « machin » à la dérive sous les coups de boutoir d'étudiants auxquels l'Etat providence ne pouvait plus offrir suffisamment de places dans les amphithéâtres, assez de lits aux résidents universitaires, un encadrement pédagogique adéquat, un emploi après le diplôme. Les graves, celles des étudiants, ajoutées aux mouvements des enseignants, les solutions politiques apportées à des problèmes essentiellement pédagogiques, ont, entre autres, fini par faire le lit de la « fatalité du déclin » dont parle le président Abdou Diouf.

L'université sénégalaise ne peut évidemment mourir. Le gouvernement comme ses partenaires sociaux ont enfin compris que « la stratégie du bord de l'abîme » reconduite chaque année avait, au fil des années blanches et d'une année invalidée, décrédibilisé notre système universitaire.

La réforme que le gouvernement a mis en œuvre peut et doit aider à remettre l'université sur les rails. Les réserves formulées par certains partenaires sociaux et clairement exprimées participent de l'expression de toutes les sensibilités de l'espace universitaire. La qualité de ceux qui émettent ces réserves et la pertinence de celles-ci ne doivent pas, cependant, à notre sens, ralentir, voire arrêter le train des réformes. Le débat n'exclut pas l'action.

Un pouvoir académique renoué, réhabilité : un gouvernement lassé

des demi-mesures et décidé à poursuivre une réforme, dans la douleur s'il le faut ; des syndicats toujours aussi combattifs mais qui, à l'occasion, jouent les « facilitateurs » entre l'Etat et les étudiants en grève. Un monde s'effondre, un autre naît et avec une université nouvelle.

La réforme ne sera pas, entendons nous bien, un bâton magique elle n'aura pas raison de tous les problèmes, de toutes les résistances. Ceux-ci sont nombreux et complexes. On peut cependant espérer, une fois qu'ils auront été classés par ordre de priorité, que des solutions idoines seront trou-

Par El Bachir Sow

vées.

L'espoir dont il est ici question est conforté par l'urgence, dans l'espace universitaire, d'un nouvel état d'esprit, par l'existence de mécanismes qui aident à agir désormais selon des normes universitaires.

L'université en ce qu'il est un lieu de savoir, de savoir-faire, de pouvoir et de contestation a tendance, surtout quand la révolte relaye et amplifie celle plus sourde de la société, à faire l'actualité réjetant dans l'ombre tout le reste du système éducatif sénégalais. Moins de quarante cinq mille, les étudiants sénégalais constituent une infime partie de la population scolaire.

Si l'université dérange l'école élémentaire - pour ne citer que celle-là - préoccupe le gouvernement les professionnels de l'éducation et intéresse les bailleurs de fonds.

Le président Abdou Diouf l'a dit : l'enseignement élémentaire est une priorité de son gouvernement. Les

raisons d'un tel choix, sont multiples. Citons en quelques unes. Après trente quatre ans d'indépendance, malgré les efforts extraordinaires fournis, notre pays n'a pas encore atteint la scolarisation universelle. En effet, le taux brut de scolarisation ne dépasse pas 58,5 % en plus, il cache dix disparités régionales très marquées. Il y a aussi que cette scolarisation concerne plus les garçons (68,5 %) que les filles (49,6 %). En outre, les taux de scolarisation, selon des estimations de l'UNESCO, seraient en baisse dans beaucoup de pays africains. Le même phénomène serait observé au Sénégal. Une « déscolarisation » observée depuis une dizaine d'années et que les experts attribuent à la croissance démographique et à la crise économique et sociale qui sévit en Afrique.

Enfin, dernière raison : l'enseignement élémentaire au Sénégal et ailleurs sur notre continent coûte cher. La Banque mondiale estime que l'enseignement primaire en Afrique est deux fois plus cher que dans les autres régions du Tiers monde, l'enseignement secondaire cinq fois plus et le supérieur dix fois plus.

A la lumière de ce qui est avancé ci-dessus, la priorité dont parle le chef de l'Etat devient un défi d'autant plus difficile à relever qu'il doit être dans un contexte de rarefaction des ressources financières. Pour réaliser des progrès significatifs sur le chemin de la scolarisation universelle, l'Etat devra d'une part innover dans la conduite de sa politique éducationnelle et, d'autre part, multiplier ses partenaires pour partager les coûts de l'éducation.

L'Etat devra certainement revoir

Suite en page 4